

Audience publique du 18 octobre 2006

Recours formé par Madame ..., ...
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 20833 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 23 décembre 2005 par Maître Jean-Paul NOESEN, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ..., demeurant à F-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la « *taxation intervenue lui notifiée en date du 28/08/2003 par l'administration des Contributions directes et concernant l'année fiscale 1998, pour autant qu'elle porte sur un prétendu bénéfice commercial de 23.834.785 LUF* » ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 23 mars 2006 ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Pierre KREMMER, demeurant à Luxembourg, du 28 avril 2006 portant signification de ce recours à

- Monsieur Xxx, demeurant à L-...
- Madame YYY, demeurant à L-...,
- Madame ZZZ, demeurant à L-...;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif le 12 mai 2006 par Maître Bernard FELTEN au nom de Mesdames Georgia et Danielle BOURG ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le bulletin critiqué ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Jean-Paul NOESEN et Maître Frédéric GERVAIS, en remplacement de Maître Bernard FELTEN, et Monsieur le délégué du Gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 4 octobre 2006.

Madame ... a fait introduire par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 23 décembre 2005 un recours en réformation, sinon en annulation à l'encontre « *de la taxation intervenue lui notifiée en date du 28/08/2003 par l'administration des Contributions directes et concernant l'année fiscale 1998, pour autant qu'elle porte sur un prétendu bénéfice commercial de 23.834.785 LUF* ».

Dans le dispositif de sa requête introductive, elle fait préciser :

« partant

mettre à néant le bénéfice commercial de 82.327.109 LUF mis à charge de III SARL & CIE SECS, sinon de l'Immobilière BBB, mais en tout cas de la société portant le n° fiscal ... pour l'exercice 1998

par voie de conséquence, mettre à néant le renvoi de 23.834.735 LUF mis à charge de Madame HHH pour l'exercice 1998, à la suite d'un renvoi en provenance du contribuable, figurant sous le numéro fiscal 1976 2100 226 ;

principalement alors qu'il est basé sur de fausses pièces et de faux bilans qui n'ont jamais reçu l'approbation de l'assemblée des actionnaires, et qu'il n'y a pas de remise de dette de la BGL

et subsidiairement dire qu'il constitue un gain d'assainissement non imposable au vœu de l'article 52 LIR

en cas de réformation, mettre l'imposition émise à charge de la requérante pour l'année fiscale 1998 à néant... ».

Le délégué du Gouvernement soulève en premier lieu que la requête réitérerait, avec les mêmes inexactitudes, le recours introduit sous le n°18200 déclaré irrecevable par jugement du 20 avril 2005.

Il constate ensuite que la demandresse fait état d'une réclamation non encore vidée qui avait été introduite le 6 mai 2005 auprès du directeur des contributions contre un bulletin concernant l'impôt sur le revenu de l'année 1998 de la société III sàrl & Cie, secs et qu'elle s'en prévaut pour demander au tribunal administratif de mettre à néant le bénéfice commercial ainsi fixé avec le renvoi concernant la part de Madame

Les parties tierces intéressées, Mesdames YYY et ZZZ, relèvent également que « *la partie de Maître NOESEN a attaqué une décision de taxation rendue en date du 28 août 2003, par l'Administration des Contributions Directes en la personne de Monsieur le Directeur des contributions, et concernant l'année fiscale 1998, pour autant que cette taxation porte sur un prétendu bénéfice commercial de 23.834.785 Luf* » et demandent au tribunal de « *voir dire commun et opposable aux parties requérantes le jugement à intervenir dans le cadre du recours diligenté par la dame ... contre une taxation lui notifiée le 28 mars 2003 par l'administration des contributions, concernant l'année fiscale 1998 ; réformer, sinon dire nul le bulletin d'établissement de l'impôt sur le revenu portant sur le bénéfice de l'exercice 1998 de la société en commandite simple BBBSARL & CIE SECS, en ce que ce bulletin n'a pas été notifié aux parties requérantes* ».

Le tribunal dispose d'un courrier de Maître Arsène KRONSHAGEN du 3 octobre 2006 pour le compte de Monsieur Xxx. Ce courrier ayant cependant été déposé plus de trois mois après la signification du recours à l'intéressé le 28 avril 2006, il ne saurait valoir comme mémoire en réponse. Il est à écarter de la procédure comme étant tardif.

Au vu de ce qui précède, il y a lieu de retenir que « *la taxation intervenue lui notifiée en date du 28/08/2003 par l'administration des Contributions directes et concernant l'année fiscale 1998* », déférée expressément au tribunal par la demanderesse « *pour autant qu'elle porte sur un prétendu bénéfice commercial de 23.834.785 LUF* » vise en fait le bulletin d'impôt sur le revenu pour l'année 1998, émis le 28 août 2003 par le bureau d'imposition Luxembourg X à l'encontre de Madame ... et versé au dossier.

S'il est vrai que la demanderesse fait état dans l'exposé des faits d'un recours adressé au directeur de l'administration des Contributions directes contre un bulletin de l'impôt sur le revenu concernant la société III sàrl & Cie, secs n° fiscal 1976 2100 226 pour l'exercice 1998 et qu'elle demande dans son dispositif de « *mettre à néant le bénéfice commercial de 82.327.109 LUF mis à charge de III SARL & CIE SECS, sinon de l'Immobilière BBB* », le tribunal ne saurait en déduire qu'elle a également introduit un recours à l'encontre de ce bulletin non autrement identifié, étant entendu que le tribunal ne saurait mettre à néant l'ensemble ou seulement une partie d'un bulletin d'impôt qui ne lui est pas soumis.

A cela s'ajoute que la demanderesse n'a pas autrement précisé ou explicité l'objet de son recours suite aux observations du délégué du Gouvernement moyennant un mémoire en réplique, voire oralement en termes de plaidoiries, de sorte que le tribunal ne saurait se départir du libellé de sa requête introductive d'instance pour déterminer l'objet du recours.

Le délégué du Gouvernement a soulevé que la requête dirigée contre le bulletin d'impôt sur le revenu 1998 de la demanderesse, réitère un recours déjà toisé par le tribunal. Sur ce point précis la partie demanderesse n'a pas non plus pris position.

Il est cependant constant que Madame ... a déjà introduit un recours en date du 9 juin 2004 à l'encontre du bulletin d'impôt sur le revenu pour l'année 1998, émis à son encontre le 28 août 2003, recours toisé par un jugement du tribunal administratif du 20 avril 2005, n° 18200 du rôle, de sorte que la question de l'autorité de la chose jugée se pose par rapport à ce jugement entre-temps coulé en force de chose jugée.

L'autorité de la chose jugée présuppose, aux termes de l'article 1351 du Code civil, la triple identité de cause, d'objet et des parties.

En l'espèce, force est de constater que le litige sous examen se meut entre les mêmes parties et que tant l'objet que la cause de l'action sont les mêmes que ceux de l'action ayant déjà abouti au jugement du 20 avril 2005 (n° 18200), le résultat escompté par le plaideur, ayant à chaque fois été la réformation, sinon l'annulation du bulletin d'impôt sur le revenu du 28 août 2003.

Il se dégage des considérations qui précèdent que le recours est irrecevable.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

déclare le recours irrecevable ;

condamne la demanderesse aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 18 octobre 2006 par :

Mme Lenert, vice-président,
Mme Thomé, juge,
M. Sünner, juge

s. Schmit

s. Lenert